



L'ALGÉRIE DANS SA PHASE D'ORGANISATION

dépendance à l'égard de l'extérieur, aggraverait le dualisme économique entre le secteur moderne et le secteur traditionnel, renforcerait les disparités régionales.

Une N.E.P. nécessaire

DEPUIS les décrets de mars, le socialisme algérien avait déjà une physionomie particulière, caractérisée par la participation des travailleurs à la gestion de l'économie. Nous avons maintes fois souligné que la législation sur l'auto-gestion algérienne représentait la forme la plus avancée de ce qui a été élaboré dans ce domaine par tous les Etats ouvriers, y compris la Yougoslavie.

Que des difficultés surgissent dans le fonctionnement, cela n'est caché par personne. Lors de l'affaire d'« Acllor », Boumaza, à la question : « Fallait-il le dire » a répondu : « Il fallait le dire ». Aujourd'hui il explique :

« Le secteur socialiste ne joue pas encore tout le rôle économique qui devrait être le sien compte tenu de son importance. Cela parce qu'il est insuffisamment encadré. Sa gestion est encore loin de donner toute satisfaction. Ses unités de production insuffisamment organisées et insuffisamment encadrées par des institutions étatiques ou coopératives, ne s'insèrent pas dans les circuits économiques et financiers qui, de surplus, étant organisés sur un mode capitaliste, les rejettent et les asphyxient. »

C'est en fait la nécessité d'une politique économique d'ensemble qui se fait sentir. L'économie algérienne va reposer sur deux piliers :

- d'une part l'auto-gestion ouvrière et paysanne,
- d'autre part une N.E.P. généralisée.

La N.E.P. c'est la reconnaissance que l'économie, n'étant pas encore assez développée (encore loin de « à chacun selon ses besoins »), les lois économiques de la valeur et du marché, continuent à jouer.

Seule leur reconnaissance va permettre d'infléchir ces lois, pour supprimer l'anarchie de la production capitaliste et planifier souplement l'économie.

Cette N.E.P. est nécessaire à la fois en raison du niveau de l'économie agricole, mais aussi pour l'industrie : c'est ce qu'expliquait Trotsky à propos de la Russie des Soviets dans « la Révolution trahie ».

« L'assainissement des relations économiques avec la campagne constituait, sans nul doute, la tâche la plus urgente et la plus épineuse de la N.E.P. »

« L'expérience montra vite que l'industrie elle-même, bien que socialisée, avait besoin des méthodes de calcul monétaire élaborées par le capitalisme. »

« Le plan ne saurait reposer sur les seules données de l'intelligence. Le jeu de l'offre et de la demande reste pour lui, et pour longtemps encore, la base matérielle indispensable et le correctif sauveur. »

MAIS N.E.P. ET AUTO-GESTION NE PEUVENT PAS ETRE ISOLEES L'UNE DE L'AUTRE

Une N.E.P. sans contrôle ouvrier ouvre la voie soit à la restauration du capitalisme, soit à l'instauration d'une caste bureaucratique qui, certes, va défendre le caractère collectif de la propriété, mais va accaparer le pouvoir politique aux dépens des travailleurs.

A l'inverse, l'auto-gestion ne peut être considérée comme une fin en soi, comme une panacée universelle qui permettrait de résoudre l'ensemble des problèmes économiques de l'époque de transition du capitalisme au socialisme.

Dans la pratique, quelle est l'orientation et quelles sont les mesures prises par le gouvernement algérien ?

La nouvelle politique économique algérienne

L'ECONOMIE algérienne reste soumise aux lois de la valeur et aux règles du marché.

« Le secteur socialiste lui-même obéira aux exigences de la productivité communes à tout régime, qu'il soit capitaliste ou socialiste. »

L'économie algérienne va connaître, pendant une certaine période la coexistence, à côté du secteur socialiste, d'un secteur privé et d'un secteur semi-public.

« Le manque de cadres nous impose la survivance d'un secteur d'activité fondé sur la propriété privée des moyens de production et sur le rôle moteur du profit. »

Le petit commerce ne nécessite pas une collectivisation immédiate.

« Alors que nous sommes confrontés avec les problèmes les plus grandioses... on exigerait que nous gérons des cafés, des salons de coiffure de luxe ou autre ? Non. »

Il nous faut ajouter qu'une telle politique vis-à-vis de la petite bourgeoisie commerçante, outre sa justification économique, trouve une justification politique. Cette petite bourgeoisie, qui représente une force non négligeable, doit, dans la période actuelle, être « neutralisée ». Il est assez illusoire de penser que les paysans et les ouvriers vont faire alliance avec ces éléments « patriotiques » pour construire le socialisme ; par contre, ils doivent empêcher, au besoin par des compromis, que se réalise l'alliance de la bourgeoisie et de l'impérialisme avec ces couches petites bourgeois.

Des entreprises privées importantes subsistent.

Leur persistance est justifiée par les caractéristiques économiques de la période présente, mais :

« Au terme de la période d'organisation qui exigera du temps, le secteur privé disparaîtra, mais en attendant, nous l'entourerons de vigilance et non de suspicion. »

Cette vigilance va se traduire pratiquement de deux façons essentielles :

— d'une part, en fixant à ce secteur privé des objectifs précis :

« Elles doivent concourir à créer les conditions objectives de notre socialisme. Cela signifie un comportement favorable à l'indépendance nationale par la valorisation des produits nationaux, par la prospection de marchés étrangers nouveaux et par un réinvestissement des profits (souligné par nous). »

— d'autre part, en socialisant les secteurs industriels clés :

« En particulier nous voulons que les industries dont dépend directement le sort de nos paysans soient publiques : sucreries ou filatures de coton qui doivent passer des contrats de culture avec des milliers de fellah. De même, nous voulons que les industries clés qui commandent l'industrialisation, telle que la grosse mécanique, le soit aussi. »

L'exploitation des richesses sahariennes représente enfin un secteur important pour lequel doivent être définies des relations particulières avec la France qui, de toute évidence, devra garder pour toute une période, une position privilégiée.

Là encore, le risque est grand de voir l'économie algérienne subordonnée, dans ce secteur essentiel, aux intérêts de l'impérialisme français. C'est pourquoi, il n'était pas inutile de préciser que :

« L'Algérie ne peut demeurer le classique marché colonial exportateur de matières premières brutes, que ce soit le gaz, le pétrole ou les produits miniers... »

« En un mot, sans remettre en cause le principe de la coopération préférentielle, il faut en bannir les conséquences économiques irrationnelles et en préparer techniquement la disparition. »

Il est certain que, devant cette liberté donnée au secteur privé, le danger serait grand de voir se constituer une bourgeoisie, s'appuyant sur une réelle puissance économique. Les freins et limites juridiques énoncées par Boumaza pour limiter et canaliser l'activité du secteur privé s'avèreraient rapidement inefficaces sans un renforcement et une extension de la démocratie des travailleurs.

La consolidation du secteur d'auto-gestion apparaît donc tout à fait essentielle. C'est bien ce que souligne le ministre lorsqu'il affirme :

« La phase d'organisation aura pour tâche essentielle d'assurer la consolidation du secteur socialiste ; son rôle de secteur pilote et de secteur dominant de l'économie lui permettra d'assumer les contradictions économiques pour mieux les dominer. »

Certes, Boumaza insiste beaucoup sur le fait que

« la consolidation du secteur socialiste consistera dans la restauration d'autorités responsables et techniquement compétentes. »

Mais il ajoute immédiatement,

« Mais elle suivra les exigences de l'association des masses pour concrétiser rapidement l'auto-gestion dans le secteur socialiste et la co-gestion dans le secteur privé. »

DEPUIS plusieurs semaines déjà il apparaissait que l'une des tâches essentielles posées à la Révolution algérienne était d'apporter une solution d'ensemble aux problèmes économiques liés à la construction du socialisme dans les conditions particulières de l'Algérie. Déjà le congrès des paysans avait posé les questions les plus importantes sur le fonctionnement, les structures, les problèmes d'organisation les plus généraux du secteur agricole. Le discours-programme de Bachir Boumaza, ministre de l'Economie nationale aborde les questions à un niveau plus élevé : celui de l'orientation générale de l'économie.

L'énorme handicap de l'économie algérienne

BIEN que nombre de faits soient dans leur ensemble connus, il n'était pas inutile que le ministre rappelle les caractéristiques essentielles de l'économie algérienne :

« L'existence d'un secteur traditionnel avant tout agricole est à l'origine du sous-emploi qui caractérise notre économie. Dans les campagnes, le fellah ne donne à la terre que 200 jours par an alors qu'il pourrait en donner au moins 250. Dans les villes on peut estimer qu'un travailleur sur deux est en chômage. »

A côté de ce secteur traditionnel existe un secteur moderne, en général lié à l'étranger et tourné vers lui, qui distribue des revenus beaucoup plus importants aux travailleurs qu'il emploie. La concentration géographique de ce secteur fait, par exemple, qu'un habitant de Batna a un revenu neuf fois moindre que celui d'un Algérois.

Ce secteur moderne va naturellement attirer à lui les techniciens et les cadres les plus compétents. Or, l'un des problèmes les plus graves est précisément cette absence de cadres nombreux et expérimentés.

« Avec le départ des Européens, 80 % des anciens cadres sociaux et économiques ont quitté l'Algérie, alors qu'ils suffisaient tout juste à assurer l'administration moderne d'un Etat libéral dans les zones développées à forte concentration de population européenne. »

Ce problème est d'autant plus grave que :

« Le taux d'analphabètes est de 85 % en Algérie et que l'on ne peut considérer que c'est une séquelle du passé qui se résorbera automatiquement puisque 50 à 65 % de la population scolarisable n'est pas scolarisée. »

D'autre part ce secteur moderne est celui qui est capable d'offrir un taux de profit élevé pour les capitaux investis ; dans une économie totalement libérale c'est donc ce secteur le plus développé qui continuerait à se développer aux dépens du secteur traditionnel.

Dans ces conditions l'Algérie a choisi le socialisme

BEN BELLA l'a dit mille fois, il l'a montré dans la pratique journalière, depuis les décrets de mars créant le secteur socialiste d'auto-gestion, jusqu'à la récente confiscation des terres des colons en attendant la publication définitive des textes sur la réforme agraire : l'Algérie sera socialiste.

Boumaza réaffirme cette option :

« Nous avons choisi le socialisme et rejeté le capitalisme comme méthode de développement. Celui-ci a permis, nous dira-t-on, le développement des pays d'Europe occidentale. C'est vrai, mais ce développement a été lent et il n'a été possible qu'au prix de sacrifices énormes des classes les plus défavorisées. Le capitalisme, outre ses lenteurs et ses injustices inévitables, accentuerait notre »